

# Réponse à Léo

lun. 23 mars 2020 à 12:29, Léo Bernus a écrit :

Salut Dominique,

J'ai vu que de nombreuses organisations politiques se préparaient à l'après-confinement pour résister à la fascisation explicite que met en place la macronie sous prétexte de crise.

À mon avis on va vers une crise politique encore plus profonde que les gilets jaunes. Je crains que la macronie en vienne à criminaliser explicitement (c'est-à-dire sans masques) toute forme d'opposition au gouvernement, en plus des lois dégueulasses pour les travailleurs qu'ils sont en train de faire passer en force.

De plus on constate qu'alors que les nations socialistes font preuve d'un internationalisme exemplaire, les démocraties capitalistes de l'UE sont dans un repli nationaliste durcissant : aujourd'hui la "solidarité européenne" consiste non seulement à interdire le transfert de matériel médical en Italie (alors que la Chine et Cuba viennent en aide à l'Italie), mais aussi à détourner le matériel médical.

J'imagine que tu es au courant de ce qu'a fait la Tchéquie, pays de l'UE... Bref, cela confirme une fois de plus l'hégélianisme : l'État-nation est le stade définitif de la réalisation effective et rationnelle de la volonté, que celle-ci s'exprime par un internationalisme ou par un repli nationaliste.

Il me semble que ces aspects des choses sont relativement anecdotiques et circonstanciels.

Ça n'est pas franchement décisif, ni très nouveau d'observer que, dans le réel, lors des crises impliquant des "communautés nationales" ce sont les intérêts nationaux qui s'expriment et déterminent les comportements à l'échelle de ces nations... Même si je pense comme toi que nous assistons à une validation (de plus) de la conception hegelienne – également celle de Marx et de Lenine - de l'État comme instance nécessaire du politique. Mais ça non plus ça n'est ni très nouveau ni très spécifique de la période qui s'ouvre.

Badiou lui-même - qui n'est pourtant pas très Hegelien sur ce plan là, observe d'ailleurs que « *En dépit de l'existence de quelques autorités trans-nationales, il est clair que ce sont les Etats bourgeois locaux qui sont sur la brèche.* ».

Plus loin, il reconnaît que « *En proie eux-mêmes à cette contradiction, les Etats nationaux tentent de faire face à la situation épidémique en respectant autant que faire se peut les mécanismes du Capital, bien que la nature du risque les oblige à modifier le style et les actes du pouvoir.* »

Il me semble quant à moi que si l'État déterminé par Hegel comme *libéral* et comme *fin de l'Histoire* est récusé par Marx, pour toutes les raisons que nous avons déjà bien souvent débattues il n'en demeure par moins que *le politique* ne peut se concevoir sans un « lieu » (au sens aristotélicien), si du moins on part du principe également aristotélicien de l'homme générique en tant que « *zoon politikon* ».

Il faut bien voir qu'au-delà des divergences de Marx avec les conceptions « mystiques » de Hegel et de la « sévère critique » qu'il en fit, c'est bien le même objet qu'ils décrivent comme une *nécessité* de l'Être *social* ; et inscrite comme telle dans le processus contradictoire de l'Histoire. N'en déplaise aux sectateurs de « l'horizontal » et autres auto-gestionnaires d'eux-mêmes.

Quand aux circonstances et aux événements que tu évoques, leur caractère exceptionnel voire parfois inédit, ne se manifeste pas sur le plan ni du point de vue que tu suggères.

Comme chacun semble s'accorde à le constater, on peut juger que l'actuelle variante « sanitaire » de cette nouvelle crise « humanitaire » est une des conséquences de la mondialisation libérale (et non du « réchauffement climatique » ! ) - autrement dit de cette phase dernière de la phase ultime du capitalisme. Partant de là, on peut en conclure que ce qui est « mis en crise » - donc stricto sensu critiqué - par la pandémie qui la provoque, c'est la gestion capitaliste « mondialisée » du corps social, dont résulteraient les diverses catastrophes « humanitaires » objectivement constatées.

Les « crises », que ce soit celle des gilets jaunes, celle induite par la dernière réforme des retraites ou celle « virale » qui se propage actuellement, sont toutes, par nature, des moments auto-critiques de la réalité sociale, politique et économique. Si on veut comprendre le phénomène, il faut se garder de surinterpréter les épiphénomènes et d'en faire des déterminations. Parler de « fascisation » à propos des annonces « liberticides » du gouvernement en regard de son « opposition » est insignifiant. En pratique ça ne correspond à rien et ça ne nous éclaire nullement sur ce qui se passe ou sur l'évolution des rapports de force politiques et sociaux, en rapport avec la situation générale.

La poursuite sur le terrain pandémique de la guerre froide symbolique que poursuivent les membres de la grande « coalition » libérale et « antitotalitaire » (derrière les USA, l'U.E. et l'OTAN) n'est non plus ni nouvelle, ni surprenante, ni très instructive. Tout ça est dans le nouvel ordre mondialisé des choses et de sa rhétorique habituelle depuis la chute de l'Union Soviétique. Bref, Macron est au nombre de ces épiphénomènes. Si on le considère cependant d'un point de vue fonctionnel, on peut raisonnablement dire, comme Badiou que : « *Macron ne fait, et pas plus mal qu'un autre, que son travail de chef d'État en temps de guerre ou d'épidémie* ». Ça n'implique pas qu'il le fasse bien ou efficacement mais plutôt qu'il le fait de manière « symptomale » comme on disait jadis dans les milieux « éduqués ».

J'observe quant à moi qu'ayant été encouragé depuis son adolescence à « péter plus haut que son cul » il en est arrivé à jouer plutôt « petit bras », moulinant mollement à la mesure de ses moyens qu'il découvre très limités... dans une situation qui le dépasse, avec un appareil d'État bogué et des actionnaires plus angoissés encore que le reste du corps social « infecté », hormis naturellement quelques « petits malins » mais ceux-là aussi sont menacés. On en recausera.

Je vais y revenir mais, globalement, sur ces questions, comme je t'ai dit, je suis assez d'accord avec ce qu'en dit Badiou dans sa tribune sur les mesures générales « d'exception » que nous vivons : « *Ces obligations sont, il est vrai, de plus en plus impérieuses, mais ne comportent pas, du moins à un premier examen, de grands efforts d'analyse ou de constitution d'une pensée neuve* »

Le contexte actuel de crise politique nous approche singulièrement de la fin des années 1930. Est-ce que cela annonce le retour des FTP ?

Si cela est encore possible sans parti communiste qui revendique la dictature du prolétariat...

Mais d'un autre côté on peut aussi espérer que l'exemplarité des nations socialiste comparée au ridicule et à l'incompétence criminelle des classes dirigeantes des démocraties capitalistes avariées, contribue à motiver les forces résistantes et révolutionnaires.

Je sais qu'il est très souvent inutile de spéculer sur le futur et que la méthode hégéliano-marxiste exige d'analyser ce qui est dans le présent historique, mais je ne peux m'empêcher d'être très inquiet pour l'avenir.

En ce sens, je me pose la question : que faire pour préparer la résistance pendant et après le confinement ?

En dépit de la rhétorique martiale et (mal) surjouée de Macron et de son « staff », nous ne sommes pas en guerre et pas même mobilisés, plutôt démobilisés devrait-on dire. C'est là un point de désaccord avec Badiou, quand il écrit :

*« Du côté de cet Etat, la situation est de celles où l'Etat bourgeois doit, explicitement, publiquement, faire prévaloir des intérêts en quelque sorte plus généraux que ceux de la seule bourgeoisie, tout en préservant stratégiquement, dans l'avenir, le primat des intérêts de classe dont cet Etat représente la forme générale. Ou, autrement dit, la conjoncture oblige l'Etat à ne pouvoir gérer la situation qu'en intégrant les intérêts de la classe, dont il est le fondé de pouvoir, dans des intérêts plus généraux, et ce à raison de l'existence interne d'un « ennemi » lui-même général, qui peut être, en temps de guerre, l'envahisseur étranger, et qui est, dans la situation présente, le virus Sars 2. »*

Car c'est un raisonnement qui me semble reposer sur une conception formelle et purement « esthétique » de la réalité. Comparaison n'est pas raison et c'est seulement par *métaphore* qu'on peut se représenter ainsi le conflit social et ses déterminations concrètes, sous une *forme* à mon avis illusoire. C'est du reste, précisément sous cette *forme* que l'idéologie dominante s'applique à nous « faire voir » et interpréter cette situation. Bien sur il s'agit aussi pour Badiou d'une critique de sa part mais où, à mon avis, il ne voit pas la « contradiction » qui *meut* fondamentalement le « procès » qu'il instruit.

De plus, ça n'est pas par ce que l'inepte *résilience* est en vogue avec son corollaire de « *distanciation sociale* » qu'il faut se poser ou se projeter en *résistants*, sur le modèle des Francs Tireurs Partisans !

Pour l'heure et plus que jamais les contradictions décisives ne se jouent plus au sein du corps social « *infrastructurel* » mais sont activement répercutées sur la *superstructure* « mondiale ». C'est à cette dernière prise comme « totalisation » de ses différences « nationales » que se pose, de manière comminatoire, la question "Que faire ?". Et de manière d'autant plus menaçante qu'ils ne savent justement pas quoi faire... Car le « chacun pour soi » que suggère le « *sauve qui peut* » actuel est totalement contradictoire avec la totalisation du procès de production en cours, déterminé par la logique d'accumulation.

Du fait du chaos qui lui fait bouleverser elle-même son infrastructure, au point de la « déconstruire » totalement, c'est cette superstructure de l'appareil d'État *national*, impotent et failli, qui est sous pression politique, économique et sociale. Cette superstructure est essentiellement légitimée par sa capacité à "*décider et faire faire* ce qu'il faut faire"; et c'est là qu'on peut discerner des aspects positifs de cette situation "inédite" en termes de rapports de force... de classes.

Des événements sans équivalent depuis la fin du précédent *conflit mondial* sont en train de bouleverser à son tour la « lourde superstructure » comme disait Marx. Mais ce qui nous ramène aux années 30... c'est la crise *qui vient* - et elle n'a rien d'une insurrection du Capital contre lui-même. Considérée comme « fait têtue » (et dialectique) elle est « en même temps » économique et idéologique. Il suffit pour s'en convaincre d'observer nos plus fines mouches de l'appareil idéologique. Au-delà des banalités de circonstance, le principal motif de leur déploration est que le tour « contre-intuitif » de la situation profiterait aux « régimes dictatoriaux » qui nous menacent depuis leurs ténèbres extérieures. Cette perspective est d'autant plus inquiétante à leurs yeux que la néfaste idéologie *totalitaire* de ces derniers gagnerait ainsi des adeptes parmi les *populistes* et autres déçus du libéralisme mondialisé qui s'agitent et renâclent au sein même du « monde libre ». Un monde libre qui réfère en pratique les mêmes auto-représentations que « le monde civilisé » des siècles précédents.

Parmi beaucoup d'autres jocrisses le bon Lolo Joffrin est sans doute en tête du « Top 10 » de cette cohorte d'insipides ratiocineurs. Son éminence médiocratique tient « à la *facilité avec laquelle il satisfait* », à la compulsion intellectuelle de lecteurs avides de cette « critique critique ». Elle s'exprime sous la forme dense mais « soutenable » d'un pudding quotidien de banalités et de lieux communs *de saison*<sup>1</sup>. Il y excelle surtout dans sa manière (quasi dialectique) d'incarner à lui seul le conformisme de nos élites bourgeoises de gogoche : à la fois et en même temps leur Bouvard et leur Pécuchet. Je ne résiste pas au plaisir (perversement narcissique) de citer une des homélies de série Z qu'il m'adresse régulièrement, sans que je lui ai rien demandé :

« Par un détour inattendu<sup>2</sup>, la plupart des gouvernants y ont souscrit. Dans l'espoir de sauver des vies, ils ont mis à l'arrêt l'activité économique mondiale par des mesures de confinement partiel ou total, ce qui obéira évidemment, entre autres inconvénients, les profits des entreprises privées. »

Le ton est donné ! *Et en même temps* que le fond qui va suivre, où Bossuet révisant rétrospectivement Hegel va céder la place à Marx post-décrypté par Finkielkraut :

« Ainsi « *les eaux glacées du calcul égoïste* » (Marx) n'ont pas noyé sous leur flot cruel tout réflexe humaniste. Non que nos dirigeants se soient changés soudain en une pléiade de bons samaritains. Ils ont seulement reflété dans leurs décisions un esprit du temps qui n'est pas aussi individualiste, indifférent, obsédé de croissance économique ou de consommation, qu'on le dit souvent. L'esprit de secours, de solidarité, l'a emporté, cette fois, sur la froide logique de l'accumulation et du profit. »

Un hommage au discernement de son compère Finkielkraut arrive donc en conclusion comme la botte finale et décisive de cette magistrale démonstration, florilège de folle radicalité bienveillante :

« Même un Alain Finkielkraut, qui disserte à loisir sur le « nihilisme » de la société des individus sans racines ni identité, est contraint de le reconnaître. « *On nous répète à satiété que 98% des patients touchés par le coronavirus guérissent, écrit-il dans le Figaro. Si la logique économique régnait sans partage, nos sociétés auraient choisi de laisser faire.* »

---

1 Thomas Legrand, son compère en boboïtude décomplexée, s'efforce chaque matin de le plussoyer dans ses chroniques radio-humeurystiques, sur le mode attendu de celui « à qui on ne la fait pas ».

2 Ici le détour vaut assurément le détour : Joffrin hegelien ! ... mais il ne va quand même pas jusqu'à évoquer les « ruses de l'histoire » !

*La majorité de la population aurait été atteinte et immunisée. Seraient morts les plus vieux, les plus vulnérables, les bouches inutiles en somme. On n'a pas voulu de cette sélection naturelle.*

*[...] L'affirmation de ce principe égalitaire dans la tourmente que nous traversons montre que le nihilisme n'a pas encore vaincu et que nous demeurons une civilisation.»*

Nous voilà rassurés... c'est l'*union sacrée* : nos dirigeants touchés par la grâce, « *l'esprit du temps* » selon Joffrin réconciliant Macron, Marx, Trump, Melenchon et Finkielkraut !

Mais laissons à ses bouquets numériques cette *concordance des temps*, avec ses fleurs de rhétorique creuse.

Si on essaie de se placer dans la perspective généralement admise qui fait que tous s'y accordent sur l'idée que ce qui se passe en ce *moment* aura des répercussions susceptibles d'affecter *durablement* nos sociétés "mondialisées", force est de constater qu'on y observe des « signaux » contradictoires. Au point qu'on peut raisonnablement douter que les enjeux « déjà là » soient *in fine* des enjeux de santé publique, voire de temps de guerre... mondiale. Quant à la salutaire prise de conscience qui en aurait résulté, tant « verticale » qu'« horizontale » pour le dire comme nos nouveaux « radicaux de gauche », elle a quelques traits *objectifs* qui peuvent laisser perplexe...

Sans parler de la Pentecôte mondialisée où « *L'esprit de secours, de solidarité* » serait si bien descendu sur les apôtres qui nous dirigent que « *L'affirmation de ce principe égalitaire* » en son « nouveau paradigme » de bienveillance l'aurait « *emporté, cette fois, sur la froide logique de l'accumulation et du profit* ».

Pour nous qui ne sommes pas très réceptifs à ce *moment de grâce*, ni n'espérons en voir sortir la Jérusalem céleste libérale, au terme victorieux d'un nouvel Armageddon sanitaire, notre sourde mécréance complotiste (et totalitaire) nous incite plutôt à y distinguer les problématiques véritablement critiques . Celles qui relèvent du rapport social de production, devenu « mondialement » capitaliste.

Moins que jamais il ne faut s'imaginer qu'avec les outils de Marx nous pouvons élaborer les « *recettes des marmites du futur* »... Mais nous pouvons du moins déjà porter un regard raisonné (et marxiste) sur ces problèmes que les cliques aux affaires affrontent et vont devoir affronter, quoiqu'il arrive dans les prochaines semaines et les prochains mois. Ce sont clairement des problèmes " *systémiques*" comme déjà on l'expliquait doctement lors de la dernière "grande crise" en 2008. Et comme toutes les grandes crises du capitalisme (donc du libéralisme) elle affecte *in fine* la *circulation du Capital* - selon une logique dialectique que je vous ai décrite sommairement dans mes "réponses à Pauline". Je ne vais pas développer ça ici mais il me semble que dans ce chaos phénoménal il faut distinguer quelques faits symptomatiquement inédits. Ils faut les distinguer aussi de l'étonnant spectacle que nous donnent Macron, Philippe, Le Maire, etc. qui *semblent* faire l'inverse de ce que la doxa libérale les avait poussés à mener "tambour battant" ces dernières années. Ce ne sont évidemment pas les « *signes estonnants* » de désarroi et de tension « palpable » (comme disent les journalistes), que nous donne cette classe dirigeante prise de court, qui peuvent nous donner matière à « *Prognostication nouvelle & prédiction portenteuse, pour l'an 2020* » ....

Parmi les « *présages merveilleux* » plus dignes de retenir notre attention *estonnée d'importance* par leur *révélatrice monstruosité*, je vois plutôt ... les annonces simultanées et similaires de la FED et de la BCE, annonçant chacune 750 milliards de dollars/euros (l'équivalent de plus d'un quart du PIB de la France), et que quelques jours après Trump passait à 2 000 milliards, etc. Il s'agit là, initialement, d'une énorme *purge* monétaire destinée d'abord à « sauver les banques » qui il est vrai se trouvent en bout de chaîne de cette circulation. C'est la « banqueroute » qui menace !

Je vais y revenir, mais ce qui doit provoquer notre docte perplexité face à ces dérèglements monstrueux du cours céleste des choses monétaires, c'est que cette création monétaire *ex nihilo* est mobilisée non par de l'investissement et de la production, mais pour purger une ardoise ... avec de la « cavalerie » de banquier centraux ! Je cite les échos, citant Lagarde et la BCE :

« Dans son communiqué de mercredi soir, la Banque centrale réaffirme qu'elle est prête à faire tout ce qui est nécessaire, dans les limites de son mandat - comme un rappel du « *whatsoever it takes* » de Mario Draghi - en explorant toutes les options. Y compris en augmentant encore la taille de ses achats, ou en faisant encore évoluer les limites de son programme. Et peut-être, même si le communiqué ne le précise pas, ***jusqu'à acheter plus de 33 % de la dette d'un État.*** »

Ce que la BCE va donc *racheter* (*à tous les ens du terme*), en créant une énorme masse de monnaie « centrale »<sup>3</sup> à cette fin (c'est un *privilège* de banque centrale), et pour éviter des banqueroutes en chaîne, ce sont toutes les dettes insolubles que risque d'accumuler la "*thrombose*" qui affecte depuis quelques semaines la circulation du capital... à côté de ça les 15 ou 20 milliards - qu'il faudra emprunter pour payer sur deniers publics des salaires sans activité de production (au titre du chômage partiel généralisé) - sont peu de chose.

C'est pour ça (et par ce qu'il n'y a aucune autre « solution » en vue) qu'ils en arrivent à prononcer le mot quasi blasphématoire de *nationalisation*, voire ... *réquisition*<sup>4</sup>. Ce qui montre essentiellement que le « *credo du Capital* » dont [Marx observait](#) que « *le manque de foi en la dette publique vient, dès l'incubation de celle-ci, y prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable* » peut et doit être amendé « dans des circonstances d'exception », par l'appareil d'État capitaliste lui-même<sup>5</sup>.

C'est ainsi qu'en pareille circonstance catastrophique, [le Haut clergé du Capital réunit des conciles](#)<sup>6</sup>, pour réviser les mots clefs du credo libéral et adapter le rituel en conséquence - le dernier en date, tenu à la fin de la deuxième guerre mondiale, donna naissance au système monétaire et financier toujours actuel (FMI, Banque Mondiale, dollar U.S. comme seule monnaie de réserve et d'échange, etc.). Mais il le fait *après* la catastrophe...

---

3 Pour « en savoir plus », voir l'article sur « [les gilets jaunes et l'effet Cantillon](#) »

4 Envisagées pour Renault, Air France, etc. Ce qui nous renvoie à la période de la Libération, où les biens des collaborateurs furent saisis et nationalisés . Noter qu'évidemment la vente d'ADP n'est plus du tout d'actualité ... « c'est pas le moment » !

5 À titre de divertissement je recommande les notes aussi érudites que sarcastiques dont Marx émaille ce paragraphe :

[7] William Cobbett remarque qu'en Angleterre toutes les choses publiques s'appellent royales, mais que par compensation, il y a la dette nationale.

[8] Quand, au moment le plus critique de la deuxième guerre de la Fronde, Bussy-Rabutin fait demander, pour pouvoir lever un régiment, des assignations sur « les tailles du Nivernois encore dues » et « sur le sel », Mazarin répond : « Plût à Dieu que cela se pût, mais tout cela est destiné pour les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, et il serait d'étrange conséquence de faire des levées de ces deniers-là; qu'il ne fallait point irriter les rentiers ni contre lui ni contre vous. » (Mémoires du comte de Bussy-Rabutin, Amsterdam, 1751, t. I, p. 165.)

6 Voir [Bretton Woods](#) en 1944

Dans « l'urgence » voici ce que nous révélait *Les Échos* des premiers synodes concilia-bules : « Baptisé « programme d'achat urgence pandémie » (ou PEPP), [ce plan de 750 milliards] a pour objectif de contrer les effets dévastateurs de la crise du coronavirus sur l'économie et les marchés européens. ».

Et ça n'est plus la tension qui était « palpable » mais clairement la panique : « Outre son montant très important, et même légèrement supérieur à celui annoncé par la Fed<sup>7</sup>, ce dispositif sera plus flexible que le programme d'achat d'actifs (QE) lancé en 2015 et toujours en cours. La BCE pourra par exemple acheter des obligations de la Grèce, ce qui n'était pas le cas avec le programme en place. Il pourra être utilisé sans plafond de dépenses mensuelles. Et la BCE pourra au besoin s'écarter temporairement de la clé de capital qui détermine la part des achats consacrée à chaque pays de la zone euro. »

Bref c'est la planche à billet à *fond la caisse* ... et sans plus attendre de « checker les [Stress tests](#) ». Car, la première fonction de ce genre d'annonce "fulgurante" c'est de stopper la chute catastrophique des marchés (bien plus inquiétante qu'en 2008), qui aurait monopolisé les unes de la presse "alarmiste" si la pandémie coronavirale n'avait pas tout renvoyé aux oubliettes médiatiques (y compris *l'urgence*... climatique). Du reste, toujours dans *Les Échos*, dont les lecteurs n'attendent aucun *réenchantement* mais plutôt des informations « fiables », le tableau était déjà plutôt sombre :

« Après ces annonces, les contrats à terme sur les indices à Wall Street sont passés dans le vert, signe du soulagement - au moins temporaire - des marchés financiers face à cette réponse choc de la BCE. Depuis quinze jours, les Bourses dévissent.

[...]Une situation qui a réveillé le spectre d'une fragmentation de la zone euro, comme lors de la crise de la dette européenne entre 2010 et 2012. Et ce d'autant que les Etats vont emprunter plus sur les marchés pour financer leurs efforts contre les effets du coronavirus. C'est le cas notamment de la France, qui a dévoilé les nouveaux montants de dette à émettre pour 2020 et qui effectuera une émission obligataire jeudi matin. Dans la soirée, Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie, avait appelé la BCE « à intervenir rapidement et massivement en utilisant tous les instruments à sa disposition »."

Et pour finir un dernier petit extrait *des échos* de la situation... permet de mesurer à quel point le mécanisme de *circulation du capital* est bien à rebours de ce qu'on vous raconte habituellement<sup>8</sup> avec ce commentaire « à chaud », tiré (ci-dessous) du même journal de "décideurs grand public" et qui aurait pu l'intituler: "*Que se passe-t-il si plus personne ne paie plus personne ?*"

"Et si, en pleine épidémie de coronavirus, l'économie risquait de souffrir de **thrombose** ? Ce n'est pas encore à proprement parler le cas mais Bercy et la Banque de France s'en inquiètent. Des entreprises ont de plus en plus de mal à se faire payer par d'autres entreprises qui sont leurs clients. En quelque sorte, pour poursuivre dans la métaphore médicale, le sang risque de ne plus circuler correctement, le cash restant bloqué, gardé par certains par soucis de sécurité ou par peur de l'avenir."

7 Le lendemain de cet article, la FED a repris de l'avance et Trump a annoncé 2 000 milliards de dollars.

8 Dans l'analyse critique de Marx, à l'inverse des bobards des « économistes vulgaires » (selon lesquels ce sont les « actionnaires » et les investisseurs qui « produisent » le financement de la production) la **circulation du capital** « reboucle » sur la circulation simple depuis la "réalisation" de la valeur d'usage – c'est à dire qu'elle (re)part de la vente *finale* de la production en circulation, à la caisse du vendeur « de détail », pour revenir, de traites en remboursements de crédits, aux banques qui ont "anticipé" en monnaie/crédit la valeur de cession répartie sur toute la chaîne de production en circulation.

Comme c'est déjà le cas pour une majorité de PME et TPE, conformément aux annonces (de remboursement et suspension de charges et salaires) du gouvernement . C'est ainsi que comme tous gérant de TPE ou PME concerné, j'ai suspendu tous les paiements à fin mars de fournisseurs de livres, de loyer, de charges, de charges sociales... Seuls les salaires des libraires seront payés , donc seule leur consommation est financée, mais sans « contre-valeur » de production.

Et c'est là que ça va coïncider... jusqu'aux banques qui sont « en dernière instance » détentrices de ces crédits, y compris évidemment les banques centrales. Et pour bien comprendre comment tout ça est acculturé par la « gouvernance » mondiale, ça n'est évidemment pas dans les chroniques « atterrées » de Libé, L'immonde ou Mediatarte que tu vas en avoir la recension fidèle, il vaut mieux t'en remettre aux *Échos* ou... *Boursorama* :



## Coronavirus : actualités et impact en bourse

Partie de Chine et notamment de la ville de Wuhan, l'épidémie de [coronavirus \(Covid-19\)](#) se propage désormais à travers le monde entier. Très contagieux, le virus qui occasionne fièvre, toux et un syndrome de détresse respiratoire aurait occasionné, selon un décompte récent de l'AFP, un nombre de cas de 99.464 personnes pour 3.404 décès. La réponse des autorités sanitaires face à l'infection est différente selon chaque pays. En France, le ministère de la Santé a rappelé les gestes de précaution et ouvert un numéro dédié gratuit (0 800 130 000) afin d'apporter des réponses et conseils complémentaires.

En Bourse, la crise du Covid-19 a d'abord affecté les valeurs très liées à la consommation chinoise. Les actions dans le secteur du luxe comme Kering ou LVMH, du transport aérien ou du tourisme (Air France-KLM, Accor) voient rouge. Les groupes qui possèdent des usines dans la région de Wuhan (épisode de l'épidémie), à l'instar de Seb ou PSA, voient également leur valeur sanctionnée par les marchés. Après un moment de résilience, les marchés ont eux aussi subi la propagation du virus. Au 6 mars, le Dow Jones perdait 13,5% sur un mois glissant, le CAC 40 plus de 15%. Afin de calmer la panique, la Fed a baissé par surprise ses taux directeurs de 0,5 point de pourcentage le 3 mars, sans effet notable.

Outre la tempête boursière générée par la maladie, le [confinement a de nombreux impacts sur le quotidien](#) des populations.



Je t'ai mis en [lien](#) ( cliquable sur la copie d'écran ci-dessus) une petite vidéo édifiante sur ce qu'un tradeur « expert » raconte à ce propos à un journaliste « bien informé », à l'usage des « actionnaires lambda » que sur injonction de Bruno Le Maire et Macron nous sommes tous incités à devenir.

Tu verras que c'est beaucoup plus « clair et distinct » que ce nous raconte nos « hétérodoxes » de service et du coup beaucoup plus instructif. Bien que la morale soit beaucoup moins ré-enchanteresse que celle des oraisons œcuméniques de Joffrin... Et que « *L'esprit de secours, de solidarité* » ne semble pas vraiment l'avoir « *emporté, cette fois, sur la froide logique de l'accumulation et du profit.* ».

Quant à [L'UNION SACRÉE](#) ... on a désormais l'aune à laquelle mesurer à quel point « *le nihilisme n'a pas encore vaincu et que nous demeurons une civilisation.* »



26 mars 2020 à 18:51, Léo Bernus a écrit :

Salut Dominique,

Merci pour tes réponses. J'ai vu dans un mail que tu préparais une réponse plus détaillée que ton deuxième mail. Je vais juste ajouter quelques compléments de question pour essayer de clarifier ma pensée.

D'abord je me permets de douter sur ton affirmation selon laquelle le gouvernement ferait un "virage à 180° en envisageant des nationalisations" quand le ministère eu travail met en place la semaine de 60h de travail (pour ne citer que cela).

Je n'affirme rien de tel. Je décris simplement le phénomène, tel qu'il "apparaît"... Les mesures et les conséquences déjà connues, celles qui sont annoncées ou projetées dans le cadre du "*sauve qui peut*" mondialisé actuel, la rhétorique incohérente et contradictoire sous laquelle ils sont promus et les représentations sollicitées, tout ça ne constitue pas les symptômes d'un changement radical, ni même d'un changement. Ce sont simplement les signes et les manifestations d'un désarroi total de la part des dirigeants évoqués ( et tous leurs collègues de la classe dirigeante avec eux) et d'une incapacité à affronter les contradictions qui se présentent à eux.

Même s'il est vrai que le capital s'apprête à subir une crise sans précédents qui ouvre des perspectives d'actions (je crois que je commence à comprendre : le fait qu'il n'y a plus aucun client pour acheter des marchandises bloque complètement la circulation du capital), je ne vois absolument pas en quoi cela annonce un progrès pour les conditions matérielles de la classe laborieuse, l'issue peut aussi bien être absolument catastrophique.

Le pire n'est jamais sur, mais il est toujours possible.

Le réel est seul certain, c'est même ce qui le rend « réel ». Car il est simplement rationnel, il ne prend pas parti, ignore la morale et se contente d'éviter de "ne pas être"... c'est totalement contraire à sa nature.

Je ne pense être ni optimiste, ni pessimiste, ni spécialement clairvoyant en observant (ce qui semble acquis pour à peu près tous les observateurs) que les conditions concrètes sont réunies pour une probable et profonde transformation de nos rapports de production; sous l'effet des réajustements de grande ampleur que va imposer le dépassement de la crise actuelle.

Mais je ne me hasarderai pas à augurer des conséquences concrètes de ces bouleversements.

Il me semble simplement que des répercussions politiques et sociales d'importance sont désormais inéluctables, à court terme.

Je ne suis pas plus en mesure que quiconque d'en évaluer "hic et nunc" la portée positive ou négative pour les classes laborieuses, et autres, et les différents "organes" et systèmes du corps social, mais il me semble maintenant clair que des notions de "travail social utile" (à tous), de séparation du travail, et donc de séparation de classe, etc. et d'une manière générale des problématiques relevant des rapports de production, vont re-devenir des enjeux audibles du conflit politique.

Ce "retour" de la critique (de l'économie politique) n'est d'ailleurs que l'expression de ce qu'est une "crise". C'est son étymologie même....

C'est sans doute de la futurologie illusoire, mais pour moi le scénario le plus probable est que, s'il n'y a pas de 3ème guerre mondiale, dans six mois l'Asie sera à la pointe du progrès scientifique, politique et humain, alors que les vieilles démocraties capitalistes seront le nouveau tiers-monde dans lequel les populations laborieuses retrouveront les conditions horribles desquelles elles avaient réussi à se libérer pendant le 20ème siècle.

Oui, selon moi c'est très clairement ... de la futurologie illusoire !

C'est d'ailleurs pour essayer de t'épargner ce genre de bévue que j'avais cité cette belle phrase de Hegel qui semble aujourd'hui d'une troublante actualité, sur les "*bavardages*" qui finissent par "*se taire devant le sérieux de l'histoire*" ...

À vrai dire, et ça ne devrait pas te surprendre ( cf ma précédente réponse ) , je partage sur bien des points les jugements politiques et idéologiques (et non les conjectures scientifiques, médicales, épidémiologiques, biologiques, etc. de son texte ) que le camarade Alain Badiou vient d'exprimer dans sa [tribune](#).

Je partage surtout sa perplexité, ses préventions voire son exaspération à l'encontre de ceux qui songent moins « à combattre efficacement la tragédie qu'à en tirer des gratifications narcissiques » et : « Ces déclarations péremptoires, ces appels pathétiques, ces accusations emphatiques ».

Et je suis d'accord avec lui pour juger que « *Ou bien elles sont inutilement serviles au regard des pouvoirs, qui ne font en fait que ce à quoi ils sont contraints par la nature du phénomène. Ou bien elles nous ressortent la Planète et sa mystique, ce qui ne nous avance en rien.* » Et je suis non moins en accord avec son constat que : « *Ou bien elles crient à l'événement fondateur d'une révolution inouïe, dont on ne voit pas quel rapport elle soutiendrait avec l'extermination d'un virus, dont du reste nos « révolutionnaires » n'ont pas le moindre moyen nouveau. Ou bien elles sombrent dans un pessimisme de fin du monde. Ou bien elles s'exaspèrent sur le point que le « moi d'abord », règle d'or de l'idéologie contemporaine, ne soit en la circonstance d'aucun intérêt, d'aucun secours, et puisse même apparaître comme complice d'une continuation indéfinie du mal. »*

Enfin, oui... en effet : « *On dirait que l'épreuve épidémique dissout partout l'activité intrinsèque de la Raison, et qu'elle oblige les sujets à revenir aux tristes effets – mysticisme, fabulations, prières, prophéties et malédictions – dont le Moyen Âge était coutumier quand la peste balayait les territoires. Du coup, je me sens quelque peu contraint de rassembler quelques idées simples. Je dirais volontiers : cartésiennes. »*

Et moi de même !

Comme tu es bien placé pour le savoir c'est le genre de jugement sur *ce qui se passe* que je partage avec Badiou, depuis très longtemps, de même Pagani et quelques autres de nos amis. Mais la leçon qu'en tire A.Badiou est à mon sens assez peu instructive, du moins quand il conclue au titre de cette leçon que : « *l'épidémie en cours n'aura, en tant que telle, en tant qu'épidémie, aucune conséquence politique notable dans un pays comme la France. A supposer même que notre bourgeoisie pense, au vu de la montée des grognements informés et des slogans inconsistants mais répandus, que le moment est venu de se débarrasser de Macron, cela ne représentera absolument aucun changement notable.* »

Certes, j'accorde volontiers que « l'épidémie en tant qu'épidémie » n'aura aucune conséquence politique notable, pas même celle de changer Macron pour un autre fondé de pouvoir du capital. Ce qui ne serait du reste pas un changement du tout, en regard de ce que nous avons vécu depuis la Révolution et singulièrement depuis plus de 50 ans .

Mais ça n'est précisément pas « l'épidémie "en tant que telle » qui est le facteur critique *essentiel* de cette crise *qui vient*, pour peu qu'on la voit comme le moment critique d'une contradiction en procès. Car ce qui est en crise est au coeur de la logique d'accumulation qui a prévalu depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, et plus en encore depuis la réorganisation (dans les années 70) du système monétaire et financier mondial, visant déjà à l'adapter au « développement des forces productives ».

Je l'ai déjà évoqué plus haut et j'y reviendrai plus tard (ça justifie un chapitre « dédié »).

En résumé : nous sommes désormais, à n'en plus douter, face à des « *changements dans la base économique* » qui menacent clairement de « *bouleverser plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.* »

Je suivrai donc le bon Dr Karl et ce qu'il préconise dans pareille situation : « *Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre*

1) *le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse -*

2) *les conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.* ».

Un « *bouleversement matériel* » que je m'efforcerai donc de traiter dans un deuxième temps, dès lors que : « *Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production* »

Pour autant je rejoins la proposition de Badiou d'une sévère critique "de toute idée selon laquelle des phénomènes comme une épidémie ouvrent par eux-mêmes à quoi que ce soit de politiquement novateur"; et naturellement je dirai comme lui et avec lui que : "les prétendus « réseaux sociaux » montrent une fois de plus qu'ils sont d'abord – outre le fait qu'ils engraisent les plus grands milliardaires du moment – un lieu de propagation de la paralysie mentale bravache, des rumeurs incontrôlées, de la découverte de « nouveautés » antédiluviennes, quand ce n'est pas de l'obscurantisme fascisant."

Ce qui nous ramène à ta question suivante ...

Ensuite, je remarque souvent que dans tes interventions tu récusés les analyses qui parlent de "fascisation". Si je comprends bien ton point de vue (et je crois que j'y adhère), pour toi la notion de "fascisme" est une forme idéologique complètement extérieure au système de Marx et qui ne permet d'expliquer aucun phénomène de façon matérialiste, historique et dialectique, contrairement au concept de capital.

En effet, après avoir lu le bouquin de Clouscard "néofascisme et idéologie du désir", même si ce texte contient des analyses brillantes, je n'ai toujours pas réussi à dégager clairement un concept de fascisme. De même, depuis septembre, Dominique Pagani fait son atelier sur "la logique du sujet face à la reconstitution du nazisme". Il y a de belles fulgurances dans son cours et j'apprends plein de choses (parce que Pagani n'est pas un maître ignorant), mais je n'arrive toujours pas à voir où il veut en venir avec le concept de fascisme. Je lui laisse pour l'instant le bénéfice du doute tant que la séquence n'est pas terminée. Je pense que répondre à cette question te permettra de faciliter la réfutation de mon analyse sur la "fascisation en cours" que tu récusais d'emblée dans tes mails précédents.

C'est juste... et la tâche m'est d'autant plus facilitée que dans une large mesure la réponse est dans la question ... Pourtant, dans l'usage que tu évoques et que je récusé, les deux notions "fascisme" et "praxis" n'ont pas à mes yeux les mêmes motifs d'être disqualifiées, du moins dans le cadre épistémologique qui nous intéresse.

Il reste qu'en effet ce ne sont pas des mots qu'utilise Marx, mais dans le cas du fascisme cela tient tout simplement au fait que ce qui a pris le nom de fascisme et le revendique n'existe pas, en tant que tel, du temps de Marx.

De plus la part essentielle du travail de Marx, concernant l'idéologie politique ne s'intéresse pas, de ce point de vue, à ce type de phénomène social. Si donc je suis très réfractaire à l'usage "extensif" du mot fascisme c'est en vérité un peu pour les mêmes raisons que tu as décrites. C'est un peu la raison qui fait par exemple que nombre d'historiens anglo-saxons (comme Christofferson) contestent l'usage et l'utilité, conceptuelle, scientifique du "totalitarisme", au motif qu'avec ce genre de "paradigme" on n'explique rien, on ne comprend rien du phénomène et on ne fait bien souvent que semer une confusion néfaste dans les esprits, faite d'amalgames opportunistes et biaisés relativement aux réalités historiques et sociales qu'on prétend élucider.

D.Pagani, qui est tout le contraire d'un "maître ignorant", sollicite plus les représentations communes que charrie l'histoire du fascisme que le phénomène historique et ses déterminations sous-jacentes. En dépit des fortes réserves que je viens de résumer, je comprends parfaitement pourquoi il le fait; par ce que je pense comme lui qu'une analogie très instructive peut être faite entre les rapports sociaux privilégiés par les différents "sujets" des divers « régimes de pouvoir » anti-communiste ( nazis compris : cf. Chapoutot) pour démontrer qu'en définitive ce sont bien ceux que promeut *de facto* le libéralisme "personnaliste" d'aujourd'hui ( et tout particulièrement dans sa variante "écologico-libertaire" ).

Il n'y a pas de véritable divergence entre nous, sur ce point. Il faut juste partir du principe que l'usage du mot *fascisme* est ici formel et analogique, mais en effet ça ne rend pas les choses beaucoup plus claires...

Même si cela n'est pas directement lié, j'ai l'impression qu'on peut en dire autant du concept de "praxis" si cher à Clouscard. Ce néologisme n'apparaît que dans les manuscrits du jeune Marx, et je n'ai trouvé aucune occurrence dans le Capital (et je ne crois pas que ce soit dû à la traduction). En effet, le concept de praxis est remplacé par celui de travail concret, ou d'activité productive. Du coup je ne comprends pas vraiment l'intérêt de revenir à cela, surtout quand Clouscard prétend tenir acte des avancées de Marx pour pouvoir les appliquer au temps présent.

Il me semble plus intéressant de partir directement de ses "dernières avancées" qui sont toutes clairement exprimées dans le Capital, même si cela n'exclut pas la lecture des manuscrits de jeunesse pour voir comment il en est arrivé là. Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression qu'aller chercher un concept un peu obscur chez un philosophe qui l'a finalement abandonné, le remettre sur scène et brasser du vent autour, fait typiquement partie de l'attitude mondaine des philosophes universitaires.

Marx en effet n'a aucun usage de ce terme.

Le problème de l'usage qui est fait ici de la praxis est d'une autre nature que ce que j'ai évoqué dans la réponse précédente. Si Marx s'est très vite débarrassé de ce "concept" quelque peu encombrant c'est par ce qu'il n'avait aucune utilité pour lui. Au passage note bien que le "travail concret" n'a rien à voir avec ça, pas plus que "l'activité productive" chez Marx.

Pour faire simple et bref, Marx se débarrasse clairement de ce genre de notion "scolastique" quand il conclue à leur parfaite innocuité et insignifiance. C'est à dire au moment où il dénonce tout ça dans les thèses sur Feuerbach.

#### *Thèse 2*

*"La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité, et la puissance de sa pensée, dans ce monde et pour notre temps. La discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique, est purement scolastique."*

#### *Thèse 8*

*"Toute vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique."*

Bref, pour un matérialiste conséquent la théorie est *en soi déjà* une pratique (et réciproquement)...contrairement à l'idéalisme *"que ne satisfait pas la pensée abstraite, et qui en appelle à l'intuition sensible; mais ne considère pas le monde sensible en tant qu'activité pratique concrète de l'homme"*. Incidemment c'est là toute l'idée que Marx se fait de la « *raison sensible* ». Marx n'a que faire d'un dualisme "*subjectif*" ou aristotélicien voire gramscien de ce genre. Pour Marx, *nous sommes ce que nous faisons, et nous le pensons selon notre capacité à "le faire"*. Pour réunir des choses il faut d'abord qu'elles aient été *séparées*. Or, pour Marx le "*faire*" c'est *l'activité* (qui ne s'en distingue pas selon Marx). De même que pour Descartes toute *activité mentale* est de la *pensée*... De même que pour Lenine « Il n'y a pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » par ce que l'une ne va pas sans l'autre, comme les doigts et la main, et non pas par défaut d'une quelconque "praxis" ...

Enfin, l'argument "hegelien" (sur le mode gramscien) du sujet se réfléchissant par sa théorie dans sa pratique (comme résultat d'une double négation), ne tient pas non plus. Car, au mieux, on identifierait ainsi Marx à Hegel (ou Debord !), précisément sur un point où Marx a explicitement critiqué et récusé ce genre de posture « mystique » de Hegel (cf. l'idéologie allemande). Et alors même que Hegel n'utilise *pas* ce concept, et notamment jamais dans les *Principes de la Philosophie du Droit*, où, comme nous le verrons la *liberté* selon Hegel est en effet redevable de la *volonté*, mais au sens purement cartésien d'*exercice libre de la volonté*... à toutes fins utiles je te joins tout le passage de l'Introduction où Hegel développe sa conception (typiquement cartésienne) de la *volonté* dans son rapport avec la liberté du « sujet libre », et notamment le fameux passage où il évoque « *la liberté du vide* », qui à bien des égards nous renvoie une critique anticipée du « désir océanique » des deleuzo-bourdivins et autres post-bergsoniens :

« R : Ceux qui considèrent la pensée comme une faculté particulière indépendante, séparée de la volonté conçue elle-même également comme isolée et qui de plus, tiennent la pensée comme dangereuse pour la volonté, et surtout pour la bonne, montrent du même coup d'emblée qu'ils ne savent rien de la nature de la volonté (remarque qui sera faite encore souvent sur le même sujet)

Sans doute l'aspect de la volonté défini ici - cette possibilité absolue de m'abstraire de toute détermination où je me trouve ou bien où je me suis placé, cette fuite devant tout contenu comme devant une restriction - est ce à quoi la volonté se détermine. C'est ce que la représentation pose pour soi comme liberté et ce n'est ainsi que la liberté négative ou liberté de l'entendement.

*C'est la liberté du vide*. Elle peut se manifester sous une figure réelle et devenir une passion. Alors, si elle reste simplement théorique, c'est le fanatisme religieux de la pure contemplation indoue ; si elle se tourne vers l'action, c'est en politique comme en religion, le fanatisme de la destruction de tout ordre social existant et l'excommunication de tout individu suspect de vouloir un ordre et l'anéantissement de toute organisation voulant se faire jour. »

Ce passage (parfaite description de nos anarchoïdes et autres « libéraux-libertaires » actuels) est revendiqué par Doumé, à mon avis avec beaucoup de discernement et de pertinence, pour identifier une « pré-conception » hégélienne de « ce dont le néo-fascisme est le nom ». Il reste que ce que, pour des raisons symétriquement inverses, je considère comme mésusage de la Praxis dans un contexte de critique marxiste (par Clouscard) est un de nos (seuls) points de désaccord "théorique" avec Doumé, la controverse risque donc de se poursuivre et nous en recauserons sans doute. Notamment au fil de la discussion à venir autour des *Principes de la Philosophie du Droit*.

À suivre donc...

Dominique

PS : je te rédigerai donc, sous peu, le supplément promis sur les caractéristiques « inédites » de la crise économique qui s'annonce (rude), considérée du point de vue de la critique de la théorie de la valeur.

31 mars 2020